

International

# LES CENT JOURS DU GOUVERNEMENT PETRO : UNE PREMIÈRE TENTATIVE DE DÉPASSER UN CONSERVATISME SOCIAL EXTRÊME

Jean-Louis Martin

24/01/2023

**Comment analyser les cent premiers jours de la présidence Petro ? Après avoir rappelé le contexte économique, politique et social de la Colombie, Jean-Louis Martin examine les possibilités pour le nouvel exécutif colombien de dépasser un conservatisme structurel et donc de réformer ce pays.**

Pour la première fois, la Colombie vient d'élire un président de gauche, Gustavo Petro, dépeint comme un radical par ses adversaires. Va-t-on vers une révolution, dans un pays qui n'en a jamais connue ? Il n'y a en effet pas de pays en Amérique latine où la « politique » (au sens des rapports de force entre groupes ou individus aspirant au pouvoir politique) semble avoir aussi peu d'influence sur l'« économie politique », la politique économique réellement menée, caractérisée en Colombie par une remarquable continuité, résistant aux alternances politiques et même aux guerres civiles. Sa stabilité et sa « prudence » sont presque toujours saluées : il est porté à son crédit le fait que la Colombie a échappé aux crises profondes (défauts sur la dette publique, poussées d'hyperinflation, récessions sévères, etc.<sup>1</sup>) qui ont marqué la plupart des pays de la région. Mais ce conservatisme économique est le pendant d'un conservatisme politique<sup>2</sup> : aucun pays majeur de la région n'a engagé aussi peu de réformes sociales que la Colombie<sup>3</sup>. Ce « double conservatisme » modèle la Colombie actuelle : un pays très inégalitaire où l'oligarchie foncière est encore puissante et où la violence armée reste un instrument à la fois de revendication sociale et d'expression du pouvoir. Il est encore trop tôt pour formuler un pronostic sur les changements que le gouvernement Petro pourra apporter à la Colombie, mais ses premiers mois illustrent d'ores et déjà une tentative réformiste sans précédent.

## Le constat : quelques caractéristiques de la Colombie actuelle

Quelques chiffres : une superficie de 1,1 million de km<sup>2</sup> (mais plus de la moitié est très peu peuplée), 52 millions d'habitants (+1,1% par an), un PIB de 350 milliards de dollars (est. 2022) et un PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat de 18 500 dollars.

### Un pays morcelé par sa géographie

À l'époque coloniale, malgré quelques ressources exploitables en or, la Nouvelle-Grenade (qui incluait aussi le Venezuela, l'Équateur et Panama) n'était guère plus qu'un espace de transit vers le principal port colonial espagnol, Cartagena de Indias. Transit pénible, avec trois chaînes andines parallèles séparées par les vallées de deux grands fleuves (le Cauca et le Magdalena). Humboldt et d'autres voyageurs ont raconté les difficultés pour traverser les Andes au tout début du XIX<sup>e</sup> siècle, mais la route qui traverse la cordillère centrale, et principale voie de communication entre Bogotá, Medellín et Cali, était encore il y a quelques mois une simple route à deux voies engorgées de camions porte-conteneurs, avec un col à 3265 mètres d'altitude<sup>4</sup>. Les obstacles (montagnes, fleuves) ont donc morcelé le pays et longtemps rendu les échanges difficiles. Plusieurs pôles géographiques, largement autonomes économiquement et aux structures sociales différentes se sont ainsi constitués : la côte autour de Carthagène puis de Barranquilla, les hautes terres de la cordillère orientale autour de Bogotá, l'Antioquia autour de Medellín, et au sud-ouest le Haut-Cauca autour de Popayán puis de Cali.

### Un pays peu ouvert sur l'extérieur

Après l'immigration forcée qu'a constitué l'esclavage, la Colombie n'a jamais reçu de flux majeur d'étrangers : une très petite minorité syro-libanaise a longtemps été la seule communauté notable d'origine extérieure. Cela a changé, mais seulement depuis 2019, avec l'arrivée de plus de 2 millions de Vénézuéliens ; pour certains, il s'agissait d'un retour à leur pays d'origine, les Colombiens ayant émigré en nombre au Venezuela voisin pendant sa prospérité pétrolière. L'économie est elle aussi peu ouverte. Sur la période 2010-2020, les exportations de biens et services n'ont représenté que 16,4% du PIB, nettement moins que la moyenne de l'Amérique latine (22,3%), région pourtant peu ouverte. Seuls le Brésil (12,8%) et l'Argentine (15,1%) y échangent moins avec l'extérieur<sup>5</sup>. Malgré les efforts d'ouverture, en particulier depuis 1990, ce ratio évolue peu, et sa modeste progression récente n'est due qu'à la hausse du volume et surtout des prix des exportations pétrolières et charbonnières, qui ont représenté en 2021 46% des exportations de biens.

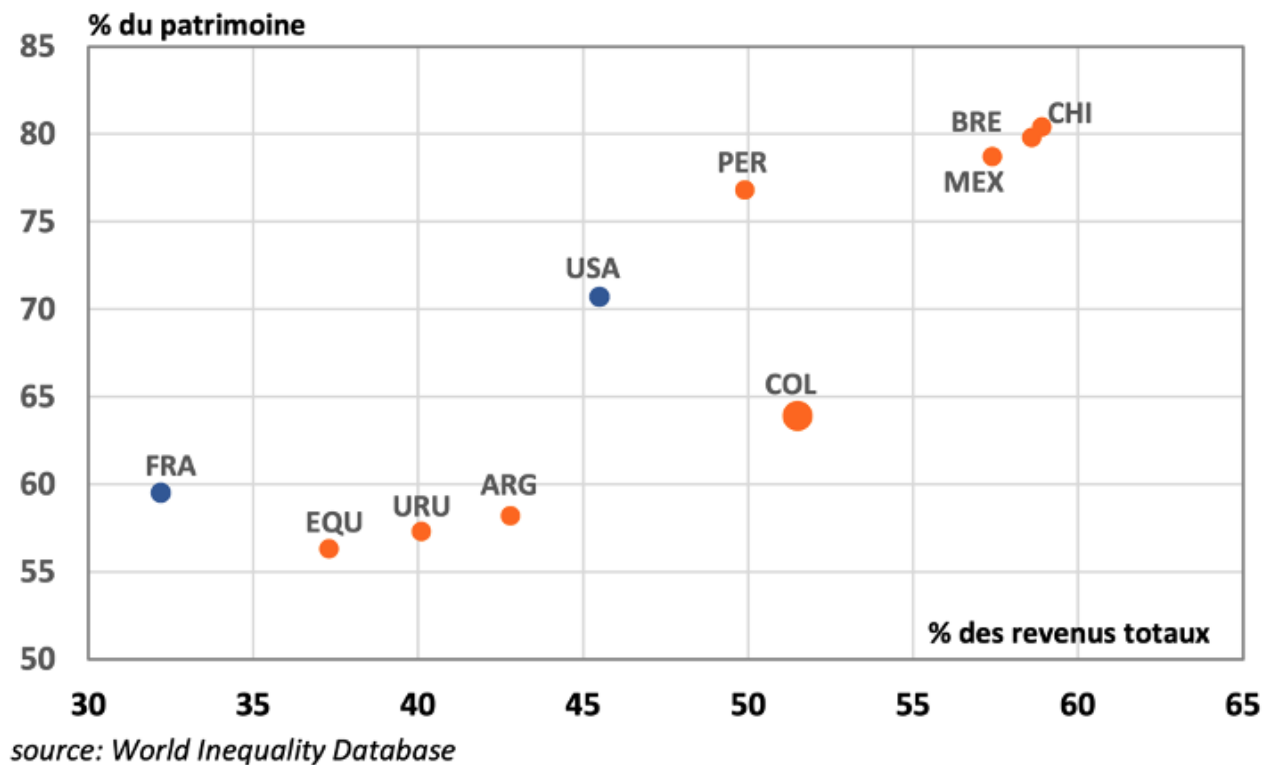
## Un pays encore victime de la violence, même si celle-ci s'est atténuée

Le taux d'homicides estimé pour 1950, en pleine guerre civile, était de 450 pour 100 000 habitants, un niveau rarement atteint où que ce soit. Dans les années 1990, il était encore de 70/100 000, et fluctue depuis 2015 autour de 25/100 000. Les progrès sont donc nets, surtout depuis l'intensification de la lutte contre les guérillas et les accords de paix avec les paramilitaires conclus par le président Uribe à partir de 2003, mais ce taux ne baisse plus et reste au-dessus de la moyenne régionale<sup>6</sup>. En particulier, l'accord de paix avec la guérilla des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) signé par le président Santos en 2016 ne semble pas avoir eu d'effet notable. Cette violence a des causes multiples : la délinquance urbaine reste élevée mais, surtout, la persistance de dissidences des FARC et de groupes de narcotrafiquants l'entretient dans les campagnes, où les combattants démobilisés des FARC et les leaders ruraux sont parmi les groupes les plus visés. La violence est aussi le fait de l'État : quand l'armée enlève et exécute des jeunes des quartiers pauvres après les avoir habillés de vagues uniformes kaki pour les faire passer pour des guérilleros tués au combat (les « faux-positifs » d'Uribe), ou quand la répression des manifestations de 2021 fait plusieurs dizaines de victimes (67 selon Human Rights Watch).

## Un pays très inégalitaire

Si l'on compare les coefficients de Gini, la Colombie est même un des plus inégalitaires au monde<sup>7</sup>. Les travaux de la [World Inequality Database](#), qui affinent les données des Gini, calculés nationalement et pas toujours comparables, conduisent à une conclusion plus nuancée<sup>8</sup> : la Colombie serait moins inégalitaire que le Chili, le Brésil ou le Mexique, mais nettement plus que l'Argentine, l'Uruguay ou l'Équateur (graphique 1). La concentration des richesses est bien sûr plus élevée que celle des revenus : le Gini pour la propriété agricole a été évalué en Colombie à 0,885. La pandémie de Covid-19 a aggravé la situation : selon la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine), le taux de pauvreté en Colombie est passé de 30% en 2018 à 40% en 2020, et le taux de pauvreté extrême de 10,8% à 19,2%. Le coefficient de Gini, en baisse jusqu'en 2017 (0,511) est remonté à 0,552 : la chute des revenus a surtout frappé le quintile le plus pauvre de la population. Il s'agit, avec celle observée au Pérou, de la plus forte dégradation d'Amérique latine, dans les deux cas en grande partie en raison du niveau élevé de l'informalité de l'économie et de l'impact de confinements répétés.

### Graphique 1. Revenus et patrimoine des 10% les plus aisés



## Une politique économique structurellement conservatrice

La vie politique colombienne s'est structurée à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle autour de deux partis : le Parti libéral (fondé en 1848) et le Parti conservateur (1849). Les divergences entre les deux partis portaient à l'origine sur l'organisation politique (libéraux fédéralistes vs conservateurs centralistes) et certaines questions économiques : sur le rôle de l'État (libéraux partisans d'un État peu interventionniste vs conservateurs souhaitant des investissements en infrastructures) et sur le degré d'ouverture au commerce extérieur (libre-échangistes vs protectionnistes), mais elles se sont peu à peu atténuées pour ne laisser persister qu'un différend culturel et religieux, sans véritables divergences en matière d'économie politique<sup>9</sup>.

Les gouvernements libéraux n'ont ainsi jamais tenté de manière cohérente d'orienter la Colombie vers un modèle de type social-démocrate (comme par exemple en Uruguay), pas plus que les conservateurs n'ont osé le modèle néo-libéral mis en œuvre au Chili à partir de 1973. Certains libéraux se sont révélés un peu plus réformistes que d'autres (López Pumarejo, lors de son premier mandat entre 1934 et 1938). Mais l'objectif commun était bien de préserver le modèle de société qui s'était « naturellement » développé, moyennant quelques ajustements quand cela s'avérait nécessaire en raison de pressions sociales ou extérieures. Pressions d'ailleurs modérées ; en

interne, l'opposition politique est longtemps restée très faible<sup>10</sup> ; à l'international, la relative prudence de la gestion des finances publiques par tous les gouvernements colombiens a permis au pays d'échapper largement aux directives imposées ailleurs en Amérique latine par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Une telle constance a plusieurs explications. La première est le cadre constitutionnel. Après trente ans de gouvernements libéraux, le Parti conservateur accède au pouvoir en 1880 avec l'élection de Rafael Núñez. Il le gardera jusqu'en 1930. Núñez, à l'origine un libéral radical, était devenu le chef de l'aile modérée du parti. Il constate l'échec du fédéralisme prôné par le Parti libéral, et un long séjour en Europe<sup>11</sup> l'a convaincu de la nécessité de l'intervention de l'État dans la construction des infrastructures. Il est élu et gouverne avec l'appui des conservateurs jusqu'à son décès en 1894, directement ou à travers des proches, dont le vice-président Miguel Antonio Caro, un idéologue catholique très conservateur<sup>12</sup>. La contribution la plus durable de Rafael Núñez à la politique colombienne est la constitution de 1886. Elle entérine des changements radicaux : mandat présidentiel de six ans, « États souverains » transformés en « départements » avec des gouverneurs nommés par le pouvoir central, rôle officiellement accordé à l'Église catholique dans la « préservation de l'ordre social », et un autoritarisme qui permet de réduire au silence l'opposition libérale. Cette constitution restera en vigueur jusqu'en 1991, ancrant fermement la Colombie dans un corpus idéologique et des pratiques politiques conservatrices, même pendant les épisodes de gouvernements libéraux<sup>13</sup>. La constitution de 1991 marque en théorie une rupture : elle est incontestablement « libérale », accordant aux citoyens de nombreux droits nouveaux et obligeant l'État à satisfaire ces droits, et décentralisatrice, contraignant l'État à transférer des responsabilités et des ressources aux collectivités locales<sup>14</sup>. Mais elle n'a eu aucun impact sur la politique économique effectivement menée, et n'a pas renouvelé le personnel politique.

Mais la principale raison de la continuité de la politique économique est l'homogénéité de la classe dirigeante colombienne. L'affirmation peut surprendre : les deux partis se sont affrontés dans une guerre civile féroce dans les années 1950, connue sous le nom de « *Violencia* ». Entre 1946 et 1958, environ 200 000 personnes périssent de mort violente, et 2 millions doivent fuir les campagnes vers les villes (pour une population alors d'environ 11 millions d'habitants). Il s'agit pourtant d'un anachronisme, produit catastrophique des sympathies nazies du principal idéologue et dirigeant conservateur du moment (Laureano Gómez) qui le conduisaient à encourager l'éradication physique de ses adversaires. En effet, l'émergence puis la domination de plus en plus claire du modèle de modernisation capitaliste, y compris en milieu rural avec les surplus générés par l'économie caféière dès les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, ont conduit à une unification économique et sociale des classes dirigeantes colombiennes. Il n'était plus nécessaire et devenait même contre-productif de déchaîner, comme au XIX<sup>e</sup> siècle, des conflits partisans pour imposer des intérêts

sectoriels dans l'orientation de l'État, puisque ces intérêts devenaient de plus en plus homogènes. L'élite étant progressivement devenue un groupe social unique, les différences entre les partis ont perdu de leur pertinence pour les groupes dirigeants, et les possibilités de coalition et de gouvernement partagé sont devenues plus naturelles<sup>15</sup>. La prise de conscience de ces intérêts communs et de la menace que commençait à représenter le gouvernement du général Rojas Pinilla<sup>16</sup> qui, à la fin des années 1950, semblait vouloir « s'installer », amenait les deux partis à conclure l'accord du « Front national » par lequel ils se sont partagé le pouvoir de 1958 à 1974.

Rien de tel en effet qu'une menace à leur pouvoir pour rassembler les élites. Après le général Rojas, cela a été le rôle des guérillas, en particulier des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) qui se sont constituées à partir de 1964. Les FARC étaient un parfait épouvantail : paysannes avec des revendications foncières (l'horreur absolue pour l'oligarchie), communistes et appuyées par Cuba, et, à partir des années 1990, de plus en plus violentes (y compris envers les civils) et compromises dans les trafics de stupéfiants. Idéales donc, pour une bourgeoisie qui contrôle les médias, pour effrayer la classe moyenne et discréditer toute opposition réformiste. Le Venezuela d'Hugo Chávez puis de Maduro n'a jamais représenté une menace idéologique et encore moins militaire pour la Colombie ; mais il reste un répulsif bien utile non seulement pour écarter toute idée de gauche, mais aussi pour stigmatiser les opposants : aujourd'hui Petro, mais même le grand bourgeois libéral Santos a été qualifié de « castrochaviste » par Alvaro Uribe.

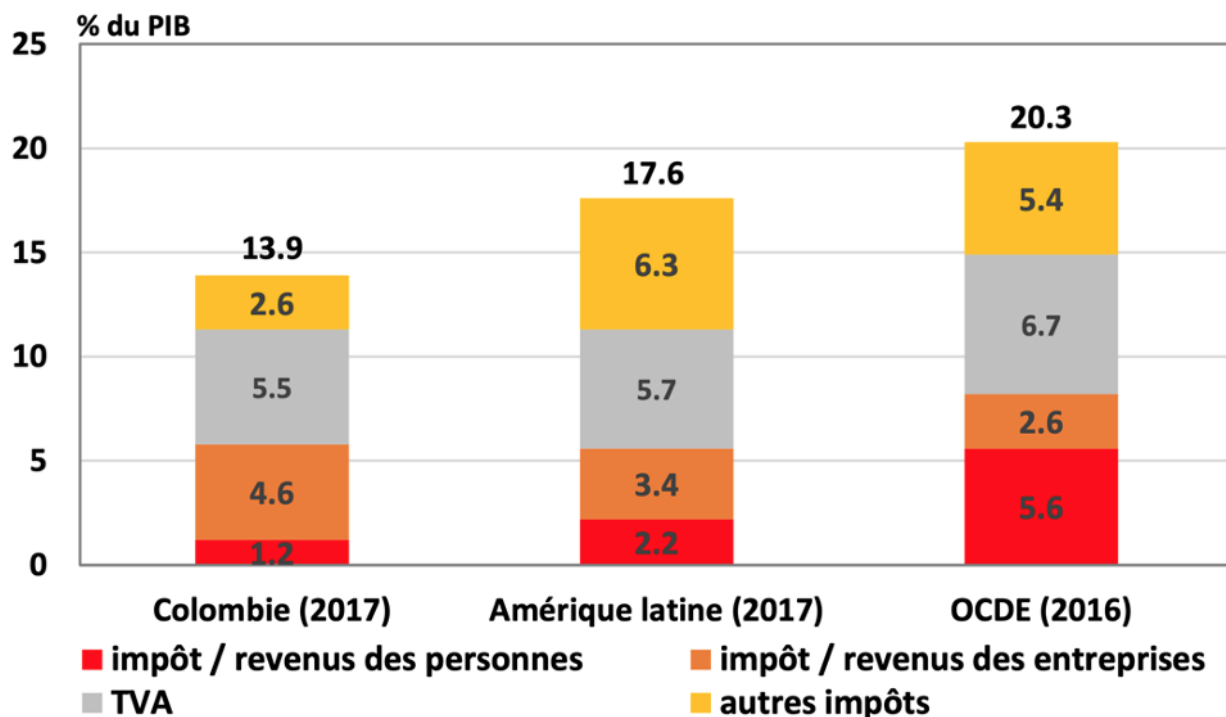
Quelles sont les implications en matière de politique économique de ce conservatisme unanime de la classe au pouvoir ? On s'appuiera sur un seul exemple, mais il est central : la fiscalité. Il est en effet démontré qu'elle est (avec les transferts et dépenses sociales) le meilleur instrument d'une politique visant à une meilleure équité sociale. De ce point de vue, le bilan colombien est édifiant.

D'une part, le montant total des recettes fiscales est modeste, même par rapport à la moyenne de l'Amérique latine (graphique 2). Les gouvernements colombiens ont rarement réussi à augmenter les recettes fiscales, à l'exception des années 1990, quand la constitution de 1991 a imposé d'accroître les transferts aux collectivités locales ; mais plus vraiment par la suite : la modeste hausse observée entre 2004 et 2014 (de 12,3% à 14,3% du PIB) est très largement due au *boom* pétrolier, mais depuis, les recettes fiscales stagnent.

D'autre part, la structure de ces recettes est particulière, avec une contribution très faible de l'impôt sur les revenus des personnes physiques (l'IRPP). Cet impôt souffre de deux inconvénients majeurs : il est peu progressif (la quasi-totalité des contribuables assujettis le paient à un taux entre 19% et 28%, et ce taux progresse ensuite peu<sup>17</sup>) et, surtout, il est prélevé essentiellement sur les salaires, les autres catégories de revenus étant largement sous-déclarées<sup>18</sup>. La redistribution

opérée par le système fiscal colombien est ainsi la plus faible d'Amérique latine, où elle est pourtant en moyenne très limitée<sup>19</sup>.

## Graphique 2. Structure des recettes fiscales



source : OCDE (cité par FMI)

Il est intéressant de rappeler les principales mesures incluses dans la réforme fiscale proposée en 2021 par le gouvernement Duque, et dont le refus par la population a provoqué de violentes émeutes, puis le retrait de la réforme et la démission du ministre des Finances : un élargissement de la base fiscale, souhaitable en soi mais qui aurait été obtenu non en élargissant la nature des revenus effectivement imposés, mais en abaissant le seuil de non-imposition ; et une hausse de la TVA. Soit, dans les deux cas, une aggravation de la régressivité de l'impôt.

## Et maintenant, la révolution ?

Le 19 juin 2022, le candidat de gauche, Gustavo Petro, a été élu président de la République<sup>20</sup> avec 50,4% des voix, contre 47,3% à son adversaire de droite, Rodolfo Hernández. Faut-il attendre une réorientation radicale de la politique économique ? Cela a été le principal argument de la droite colombienne pendant la campagne électorale : Petro allait transformer la Colombie en un nouveau Venezuela, l'exemple si proche des politiques de gauche qui conduisent au désastre. Nous ne le croyons pas. Son programme est assez peu radical, sauf sur la politique minière et pétrolière, mais

les ambitions dans ce domaine seront fortement nuancées. En outre, malgré son succès dans la construction d'une large majorité parlementaire, celle-ci ne le suivrait pas dans la mise en œuvre d'une politique économique radicale. Cependant, les cent premiers jours du gouvernement Petro démontrent que la volonté transformatrice est réelle, avec des réformes allant déjà bien au-delà que ce qui était généralement anticipé<sup>21</sup>.

Le **programme de campagne** de Gustavo Petro était assez détaillé sur les questions sociales et sociétales (droits des femmes, des minorités, etc.), mais beaucoup moins précis sur les questions économiques : il se laissait donc une large marge de manœuvre sur la politique économique qu'il entend mener<sup>22</sup>. La réforme la plus surprenante, par sa rapidité et ses orientations, est la réforme fiscale votée par le Congrès colombien le 3 novembre 2022. Cette réforme a deux objectifs affichés. D'une part, réduire la tension sur les finances publiques (leur déficit est en légère baisse, mais reste élevé à 6,4% du PIB projetés pour 2022), en collectant, dès 2023, 20 000 milliards de pesos (4 milliards d'euros, soit un peu plus de 1% du PIB) d'impôts supplémentaires. D'autre part, agir en faveur de « l'égalité et la justice sociale ». Le contenu de la réforme est en effet sensiblement différent de celui du projet du gouvernement Duque, rejeté en 2021 après des émeutes. Contrairement à celui-ci, la réforme présentée par le gouvernement Petro vise en effet principalement les revenus élevés, sans changer le barème des taux d'imposition, mais en réduisant les possibilités de déductions et d'exemptions ; elle introduit aussi un impôt sur le patrimoine. Les entreprises sont peu affectées par la réforme, à l'exception d'une surtaxe sur les profits des entreprises pétrolières et minières et des banques. Le gouvernement n'a dû céder que sur un point important, l'imposition des retraites les plus élevées, sans doute en raison de la résistance de parlementaires qui auraient été parmi les premiers affectés<sup>23</sup>.

L'objectif de préservation de l'environnement, central dans le programme de Petro, le conduit à vouloir « passer d'une économie extractiviste à une économie productive ». L'ambition est d'importance pour une économie dont près de la moitié (parfois plus) des exportations de biens est constituée de pétrole et de charbon. Le choc d'un coup de frein brutal aux activités du secteur serait sévère, par exemple sur le change et sur les recettes budgétaires, comme l'a rappelé le ministre des Finances José Antonio Ocampo. Malgré le discours radical de la ministre des Mines Irene Vélez, on peut donc s'attendre à ce que le retrait de ces activités soit très progressif : les investissements n'y bénéficieront que de moins d'incitations, et les contraintes environnementales vont s'y resserrer. Il ne s'agit en outre que de l'accélération d'une évolution qui aurait de toutes manières eu lieu : les ressources pétrolières du pays ne sont pas telles qu'il puisse très longtemps en faire dépendre ses équilibres financiers<sup>24</sup>.

Dans un autre domaine, le gouvernement a surpris. Le premier point des accords de paix conclus



en 2016 entre le gouvernement Santos et la guérilla des FARC était un engagement à une réforme agraire. Cela paraissait irréaliste à beaucoup d'observateurs, tant la question est politiquement conflictuelle en Colombie : la concentration des terres a très souvent été la conséquence d'une dépossession violente (pendant la *Violencia*, et pendant la guerre civile récente). Pourtant, le 8 octobre 2022, le président Petro rendait public l'accord qu'il avait signé avec la Fédération colombienne des éleveurs (FEDEGAN), consistant à acheter 3 millions d'hectares pour les distribuer aux paysans sans terre et aux ouvriers agricoles. L'accord est d'autant plus étonnant qu'il a été conclu avec une organisation au positionnement politique très marqué, proche de la droite la plus extrême. Les prochains mois diront si sa mise en œuvre est effective. Il confirme toutefois déjà la volonté réformatrice du gouvernement Petro, et son choix de réformer par la négociation avec les parties concernées.

Le rétablissement de relations normales avec le Venezuela était en revanche attendu, après quatre ans d'opposition radicale et stérile pendant le gouvernement précédent. Il ne tient pas à une « proximité idéologique » de Petro et de Maduro, comme le clame l'extrême droite colombienne : il s'agit avant tout d'une décision pragmatique. La Colombie a en effet au moins trois bonnes raisons de mettre fin aux hostilités avec son voisin vénézuélien. D'abord, la présence en Colombie de plus de 2 millions de réfugiés vénézuéliens : certains rentreront, d'autres resteront, mais dans tous les cas la gestion du sérieux problème social posé à la Colombie par leur présence sera facilitée par le rétablissement des relations diplomatiques et consulaires entre les deux pays. Ensuite, la zone frontalière (les départements de Guajira, Cesar, Norte de Santander, Arauca) est devenue une zone de non-droit, dominée par un banditisme armé (les « *Rastrojos* », l'ELN, les dissidences des FARC, avec dans les deux derniers cas un vernis politique peu crédible) : là encore, une coopération entre les deux pays est un préalable au retour à un semblant d'ordre. Enfin, les relations économiques. 20% des exportations « non traditionnelles » colombiennes (hors pétrole, charbon, ferronickel et café) entre 2000 et 2005 étaient à destination du Venezuela ; ces exportations ont atteint 6,1 milliards de dollars en 2008, sur un total de 36 milliards, mais en 2021, sur un total de 41 milliards de dollars, elles sont tombées à 330 millions (soit 0,6%) : l'économie et les entreprises colombiennes ont donc tout à gagner à la réouverture de leur marché extérieur naturel.

Rien n'est cependant possible sans la constitution d'un rassemblement pro-gouvernemental au Congrès. La Colombie est un régime essentiellement parlementaire, où le président et le gouvernement doivent très souvent (pour la législation mais aussi pour de nombreuses nominations) obtenir l'accord des deux chambres (Sénat et Chambre des représentants). Or les partis qui soutenaient Petro lors de son élection y sont très minoritaires, malgré leur forte progression aux législatives de mars dernier, avec 26 sénateurs sur 108 et 24 représentants sur 182. Petro a cependant réussi à construire une majorité parlementaire, en obtenant par la négociation le

soutien de plusieurs partis de droite et de centre-droit (Parti libéral, Parti conservateur, Partido de la Unión, etc.). La droite dure uribiste (le « Centro Democrático ») reste la seule opposition significative au gouvernement, mais elle est affaiblie, et même l'ancien président Álvaro Uribe a accepté de rencontrer Gustavo Petro, qu'il qualifiait de guérillero communiste quelques mois plus tôt. Ce succès politique de Petro illustre le fait que la polarisation politique, nourrie par la présence de guérillas de gauche et entretenue par la droite dont c'est une des principales stratégies électorales, n'est pas aussi prononcée en Colombie qu'ailleurs en Amérique latine, comme au Brésil : c'est un facteur d'optimisme pour l'avenir du pays.

Un mandat présidentiel (quatre ans, et non renouvelable) ne suffira pas à corriger les archaïsmes et les injustices des structures sociales en Colombie. Par ailleurs, les obstacles aux réformes restent nombreux : la coalition gouvernementale est fragile et n'implique pas de discipline de vote (comme on l'a vu sur la réforme fiscale, où le gouvernement a dû reculer sur certains points) et, au sein même du gouvernement, des voix discordantes s'expriment parfois (ainsi sur la politique pétrolière, mais aussi sur la réforme du système de santé). L'opposition idéologique à toute politique réformiste reste forte dans le pays, bien au-delà d'une droite uribiste affaiblie, notamment parce qu'elle domine les médias. Il y aura donc des déçus, et il restera des opposants irréductibles. Mais les premiers mois du gouvernement Petro laissent espérer la possibilité, quasiment pour la première fois de son histoire<sup>25</sup>, d'un début de modernisation sociale de la Colombie.

*Ce texte est une version actualisée de celui paru en juin 2022, au moment de l'élection présidentielle, dans [Variances.eu](https://www.variances.eu), la revue des ENSAE Alumni.*

1. La Colombie n'a pas fait défaut lors de la crise de 1982. L'inflation a atteint un maximum de 34% annuel en 1977 et était de 3,5% en 2021, et avant la chute du PIB due à la pandémie de Covid en 2020 (-7%, corrigés par +10,7% en 2021), le pays n'avait connu depuis soixante ans qu'une année de récession, en 1999.
2. Alain Rouquié, dans *À l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine* (Paris, Albin Michel, 2010), le dit plus crûment, pour l'ensemble de la région : « La reproduction sociale passe avant la production économique ».
3. Cette forme extrême de conservatisme ne se retrouve de manière aussi persistante que dans quelques pays d'Amérique centrale : Guatemala (et encore, le réformisme de Jacobo Arbenz au début des années 1950 était plus audacieux que ce qui n'a jamais été tenté en Colombie), Honduras, Salvador.
4. Après des dizaines d'années d'efforts de construction de tunnels et de viaducs, une voie parallèle a récemment été ouverte, le trafic s'effectuant maintenant à sens unique sur chaque route.
5. Même les flux touristiques sont longtemps demeurés modestes, malgré un potentiel évident, en raison de la réputation d'insécurité du pays.
6. La moyenne régionale est de l'ordre de 22. Le taux d'homicides est en 2021 du même ordre en Colombie (26,8) qu'au Mexique (26). Pour comparaison, ce taux est de 6,8 aux États-Unis et 1,2 en France.
7. Seuls quelques pays d'Afrique australe (Afrique du Sud, Namibie) ont un **Gini** plus élevé.
8. Sur les corrections aux Gini, voir aussi la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), *Panorama Social de América Latina 2021*.

9. Une note personnelle : quand j'ai découvert la Colombie au début des années 1980, l'appartenance à l'un des deux partis relevait plus de la tradition familiale que d'arbitrages idéologiques.
10. L'opposition de gauche était en outre écrasée par les armes : pendant la campagne électorale de 1990, les deux candidats successifs de l'Unión Patriótica, Jaime Pardo et Bernardo Jaramillo, ont été assassinés, ainsi que celui du M19 (qui avait signé un accord de paix et de réintégration), Carlos Pizarro.
11. Núñez a été consul de Colombie au Havre (le grand port caféier européen de l'époque) entre 1865 et 1869, puis à Liverpool jusqu'en 1874, date à laquelle il rentre en Colombie.
12. Pour Caro, « ce fut la religion qui amena la civilisation sur notre sol, qui éduqua la race créole et accompagna notre peuple ». Núñez, lui-même agnostique, partageait ce point de vue sur le rôle social de l'Église.
13. Carlos Uribe Celis considère ainsi les années 1878-1903 comme la « période fondatrice » de la Colombie actuelle. Voir Ricardo Arias Trujillo et al., *Historia de Colombia : todo lo que hay que saber*, Santillana, Bogota, 2011.
14. Ce transfert a été approuvé avec enthousiasme par les constituants, dont beaucoup étaient des caciques locaux ou leurs représentants désignés. Il est douteux qu'il ait eu un impact positif sur la corruption.
15. Cette proximité est confirmée par la non-remise en cause de la constitution de 1886 par les gouvernements libéraux. Récemment, le Parti conservateur et le Parti libéral (dirigé par l'ancien président néo-libéral Cesar Gaviria) se sont rejoints lors de l'élection présidentielle de 2022 pour soutenir le candidat officiel de la droite, Federico Gutiérrez, également appuyé par l'extrême droite d'Alvaro Uribe.
16. Le général Rojas s'était emparé du pouvoir en 1953 par un (très rare en Colombie) coup d'État. Il a pendant les années suivantes réussi à faire baisser l'intensité de la violence.
17. Sur les revenus 2021 : 0% jusqu'à l'équivalent de 10800 USD par an ; 19% de 10 800 à 16 800 ; 28% de 16 800 à 40 600 ; 33% de 40 600 à 86 000 ; 35% de 86 000 à 188 000 ; 37% de 188 000 à 307 000 USD ; 39% au-delà.
18. Tomás Concha, Juan Carlos Acosta, Lucía Olga estiment entre 60 et 70% le taux d'évasion sur l'IRPP en Colombie pendant la première décennie des années 2000. *Tributación en Colombia: reformas, evasión y equidad*, CEPAL, 2017.
19. Juan Pablo Jiménez, *Desigualdad, concentración del ingreso y tributación sobre las altas rentas en América Latina*, CEPAL, 2015.
20. Il a pris ses fonctions le 7 août 2022.
21. L'auteur confesse que, par exemple, il n'anticipait pas que la réforme fiscale présentée par le gouvernement puisse être votée sans altération majeure par le Congrès, ni aussi rapidement.
22. Le projet de Gustavo Petro est cependant nettement précisé dans un [document](#) publié le 15 novembre 2022 : Departamento Nacional de Planeación, *Colombia, Potencia Mundial de la Vida. Bases del Plan Nacional de Desarrollo 2022-2026*.
23. Le gouvernement a aussi dû abandonner le projet d'une taxation des églises, à la suite d'une fronde menée par le Parti conservateur. Les abus de certaines églises, notamment évangéliques, au Brésil, où elles bénéficient d'une telle exemption fiscale, montrent pourtant qu'il s'agissait d'une mesure de bon sens.
24. Les réserves colombiennes sont estimées à 2,2 milliards de barils, soit environ six ans de production, contre 300 milliards de barils au Venezuela.
25. On peut cependant rappeler l'exception partielle du premier gouvernement d'Alfonso López Pumarejo, de 1934 à 1938.